



Il y a deux mois, les Valaisans ont dit non au projet olympique.

© DENIS BALIBOUSE/REUTERS

OPINION

Sion 2026, autopsie d'un échec

Deux mois après le vote fatal, il est important de comprendre pourquoi les citoyens du Valais ont dit non au projet olympique, estime le sociologue Fabien Ohl. Car si le CIO n'est pas exempt de tout reproche, il garantit une meilleure redistribution des bénéfices des grands événements que ne le feraient les marchands de spectacle sportif

8 minutes de lecture

📌 **Jeux olympiques**

Fabien Ohl, sociologue

Publié mardi 21 août 2018 à 20:46, modifié mardi 21 août 2018 à 20:46.

Une analyse approfondie des votes serait nécessaire pour comprendre finement les ressorts du rejet de la candidature de Sion à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 2026 par les Valaisans. Comme souvent en matière de votation, des motifs peuvent s'agréger et expliquer le refus exprimé dans les urnes. On peut cependant, par l'identification des argumentaires mobilisés, observer les fondements des représentations opposées à l'égard de l'accueil de cet événement.

Lire aussi: Ces Jeux olympiques dont les Valaisans ne veulent plus

Les détracteurs des Jeux y ont vu un événement coûteux, un modèle dépassé de développement, un risque de laisser des dettes en héritage et, en conséquence, un mauvais choix pour le canton. Les défenseurs, quant à eux, promettaient un développement économique, de l'émotion et un héritage durable. Dans les deux cas, les argumentations mélangeaient des données factuelles, en référence aux événements passés, et des éléments plus affectifs, ce qui a rendu très difficile l'évaluation des conséquences possibles des JO par les citoyens. En tout cas, les deux camps n'ont pas su trouver de grammaire commune pour évaluer les effets des Jeux.

L'économie des grands événements

L'évaluation de l'impact des événements sportifs par la recherche tempère bien souvent l'enthousiasme du mouvement sportif sur ce qu'ils apportent aux villes organisatrices. Les promesses de bénéfices sont souvent surévaluées.

Afin d'expliquer les coûts non maîtrisés, certains économistes évoquent la «malédiction du vainqueur de l'enchère». Cela s'explique par la mise en concurrence de villes candidates qui fait monter les enchères et conduit à des investissements disproportionnés, et une surestimation de la fréquentation et des dépenses des spectateurs. En conséquence, les Jeux deviennent déficitaires pour l'organisateur, tout en restant profitables pour les sponsors et les organisations sportives.

Lire aussi notre interview de Wladimir Andreff: «Il ne faut pas trop attendre des Jeux olympiques bon marché»

Mais en la matière, les calculs ne sont jamais simples et il règne une grande confusion sur le périmètre des dépenses. Les Jeux sont rentables si l'on ne prend en compte que les coûts d'organisation. L'ajout de coûts d'investissement dans le bilan, qui souvent fait le déficit, est discutable quand il s'agit d'infrastructures qui, selon le cas, peuvent être des anticipations de dépenses publiques. Il faudrait également, pour clarifier l'intérêt d'accueillir les Jeux, comparer ses avantages à d'autres choix d'investissement. Ce qui est complexe, surtout à long terme et pour les dimensions non économiques.

Est-ce que les Jeux créent du lien, donnent un sentiment d'appartenance, favorisent un capital social (un réseau de relations utiles) ou encouragent à l'activité physique? Là non plus rien n'est simple. Ainsi, le spectacle sportif ne conduit pas mécaniquement à produire des générations de sportifs sans que des politiques d'accompagnement soient mises en place.

Le rapport coût-bénéfices

La symbolique ravageuse de la mise en scène d'un baril de pétrole en feu sur le Cervin a été une aubaine pour les détracteurs des JO, qui annonçaient un désastre économique et écologique. Les laudateurs, sur la défensive, ont continué à présenter les Jeux comme une fantastique source de développement local. Ces différences de perception de l'héritage potentiel des Jeux s'expliquent par des raisonnements alimentés par des valeurs divergentes.

Lorsque les organisateurs vantent l'héritage des Jeux, comme à Sotchi, ils mettent en avant des équipements tels des infrastructures touristiques, des autoroutes, des aéroports ou de grandes installations sportives. Or, il est clair que de tels héritages ne séduisent pas de la même façon les milieux économiques et écologiques, qui ne peuvent s'accorder sur une vision du développement souhaitable.

Même dans le cas de Sion 2026, alors que les projets d'investissement n'avaient rien à voir avec la dimension pharaonique des Jeux olympiques d'hiver russes, les électeurs n'ont pas perçu l'héritage potentiel de façon identique. Les oppositions reposaient aussi sur l'idée qu'il y aurait une sorte de nature des Jeux qui, par essence, seraient éducatifs et porteurs de valeur pour les uns, déficitaires et improductifs pour les autres. Chacun y allant de son exemple de bilan flatteur ou d'installation qui tombe en ruine.

Le CIO et le «temps de cerveau disponible»

Après l'échec de Sion, le comité autrichien de Graz 2026 a aussi renoncé à la candidature. Pour comprendre pourquoi autant de citoyens, en Suisse et ailleurs, ne souhaitent pas accueillir les Jeux, il faut aussi s'intéresser aux représentations des individus à propos des Jeux. A ce sujet, il semblerait que des variables liées à l'environnement local et aux transformations plus globales de l'économie et des sociétés aient eu une influence.

Lire aussi: Les autres projets en vue des Jeux olympiques 2026

Par exemple, les détracteurs ont opposé les politiques nationales et locales d'austérité - qui accroissent les inégalités sociales - et le soutien aux Jeux. Les représentations ont également été affectées par les scandales au sein des organisations sportives. Il suffit de penser au rôle de Lamine Diack, l'ancien président de la Fédération internationale d'athlétisme, dans les affaires de dopage en Russie et à son important pouvoir au sein du mouvement olympique, pour comprendre qu'un soupçon d'opacité ait pu émerger sur la gouvernance du sport.

En conséquence, cela a pu produire le sentiment d'une collusion entre les élites économiques, politiques et sportives qui, plutôt que de s'occuper des citoyens en difficulté ou de développement local, s'entendaient pour des Jeux de l'entre-soi des élites. Avec pour conséquence possible une mobilisation commune d'électeurs aux profils très différents autour du non.

Dépasser les caricatures

Dans l'euphorie de la victoire du non, un des opposants à Sion 2016 définissait le CIO comme une entreprise active pour la vente de droits TV afin de fournir du «temps de cerveau disponible» aux grandes marques (revue de presse RTS du 11 juin 2018). Cette perception du CIO comme une organisation riche, puissante, privilégiant le marché à toute autre valeur exprime bien la défiance de certains citoyens. Et après ce vote négatif, on ne peut pas se contenter de dire, comme l'ont fait certains soutiens aux Jeux, que les Valaisans n'ont rien compris.

Il vaudrait mieux prendre au sérieux ces citoyens, comme ceux d'autres pays, pour comprendre les raisons du rejet des Jeux. Comme cela a été exprimé à plusieurs reprises, les opposants ne font pas davantage confiance au CIO qu'aux politiciens qui ont soutenu les Jeux.

Les affaires de dopage et de corruption ont certainement été désastreuses pour l'image du mouvement sportif, mais il serait extrêmement réducteur d'assimiler le mouvement sportif à des élites déconnectées des citoyens et uniquement motivées par l'appât du gain. Il est caricatural d'assimiler le CIO à une entreprise active dans la vente de droits TV au profit de grandes marques. Le CIO est une organisation qui alloue l'essentiel des bénéfices des Jeux (90%) au développement du sport. Les soutiens financiers du CIO sont indispensables à certains comités olympiques nationaux et fédérations internationales qui jouent un rôle clé dans l'organisation du sport.

En outre, la solidarité olympique et de nombreux programmes éducatifs sont financés par les Jeux. De plus, faute de confiance, les opposants aux Jeux n'ont pas été sensibles aux changements mis en place par le CIO. Ils ont parfois raisonné avec une vision de l'organisation des Jeux largement dépassée alors que les procédures de candidature ont changé. Le personnel du CIO est davantage dans l'accompagnement, afin notamment de modérer les dépenses, d'aller vers des Jeux plus durables et d'éviter la «malédiction du vainqueur de l'enchère».

Un impératif: redonner confiance

Un enjeu majeur pour le mouvement sportif est donc de redonner confiance aux citoyens. De multiples mesures ont déjà été prises, mais elles ne semblent pas connues ou ne pas avoir été convaincantes. Impossible ici de résumer ce qui a été fait mais on peut noter, par exemple, que le 2 juillet 2018, et pour la première fois, le CIO a publié le contrat de ville hôte des Jeux sur son site internet.

Lire aussi tous nos articles au sujet des Jeux olympiques

Le CIO doit encore mobiliser d'autres stratégies pour convaincre et réussir à combattre la diffusion d'une vision caricaturale des Jeux. Il doit en particulier être plus attentif aux analyses divergentes des effets des Jeux et cesser de privilégier les discours lénifiants sur les Jeux passés. En

écartant largement l'autocritique, comme si les Jeux étaient à chaque fois une formidable réussite en tous points, le CIO a laissé le champ libre à la critique et a perdu une partie de sa crédibilité auprès des citoyens.

Et même si les opposants aux grands événements manquent parfois de discernement, leurs critiques sont partagées par de nombreux citoyens et doivent être prises en considération. Elles imposent en particulier de réfléchir aux effets du manque de confiance sur le futur du sport. Dans un marché très concurrentiel sur les produits les plus lucratifs, l'affaiblissement des organisations sportives traditionnelles risque de faire le lit des marchands de spectacles sportifs, tels que Red Bull, dont la vocation est plus en phase avec l'exploitation d'un temps de cerveau disponible que celle du CIO.

Un autre risque est d'accroître la concentration des financements sur les sports les plus médiatisés et de laisser les autres sports dans l'oubli. Si le CIO devait devenir un acteur périphérique des spectacles sportifs, il est fort probable que des entreprises privées en tirent l'essentiel des bénéfices, sans que l'on puisse en espérer une quelconque redistribution. Cette grande responsabilité du CIO dans la préservation du modèle associatif implique de regagner la confiance des citoyens. Le CIO est encore une institution forte qui, à ce titre, ne doit pas redouter la critique mais au contraire l'accueillir afin de pouvoir évoluer.

Le sport, et en particulier les Jeux, peut être considéré comme un bien commun qui doit être partagé par une large communauté. On pourrait ainsi espérer que tous les principaux dirigeants à qui ont été confiées les organisations sportives se comportent d'abord en défenseurs de ce bien commun plutôt qu'en propriétaires soucieux de leur rente. Et on pourrait aussi souhaiter que certains citoyens dépassent les visions caricaturales de ce que sont, et de ce que font les Jeux et le CIO, pour saisir les enjeux actuels des transformations du sport.